

Nouveau rapport : les systèmes agroalimentaires peuvent stimuler l'expansion de l'emploi en Afrique

Le Panel Malabo Montpellier présente une feuille de route politique pour transposer à plus grande échelle les interventions agroalimentaires en faveur du travail décent, d'une croissance inclusive et de la transformation rurale.

KIGALI, 8 juillet 2026 – Le 18e rapport du Panel affirme que les systèmes agroalimentaires sont au cœur du défi de l'emploi en Afrique, tout en constituant l'une des principales voies pour y répondre. Lancée le 8 juillet lors du [Forum](#) Malabo Montpellier, la publication démontre que les systèmes agroalimentaires peuvent générer les emplois productifs dont la population jeune, en forte croissance, du continent a besoin, à condition que les politiques adéquates soient mises en place pour accélérer la transformation et garantir que ces emplois soient productifs, résilients et accessibles à tous.

Le rapport, intitulé « [Récoltes d'emplois : innovations politiques pour favoriser un emploi inclusif dans le secteur agroalimentaire en Afrique](#) », analyse l'emploi dans les systèmes agroalimentaires et les économies rurales africaines sous l'angle de la transformation structurelle, en examinant les contraintes et les leviers d'un emploi agroalimentaire inclusif. S'appuyant sur des études de cas sur l'Éthiopie, le Nigéria et le Rwanda, le rapport met en lumière des innovations institutionnelles et politiques ainsi que des interventions programmatiques reproductibles et transposables à plus grande échelle, qui ont permis des progrès en matière de productivité du travail à l'échelle de l'économie, de changement structurel et de création d'emplois décents et de qualité.

On estime qu'environ 70 millions de jeunes Africains ne sont actuellement ni en emploi, ni en formation, ni en études, et que, d'ici 2040, l'Afrique devra créer près de 2 millions d'emplois par mois pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail.

Le principal défi consiste donc à créer des emplois productifs, sûrs, résilients et inclusifs, en particulier pour les jeunes et les femmes.

« Le défi de l'emploi en Afrique ne tient pas à l'absence d'emplois en tant que telle ; c'est la qualité de l'emploi qui compte. Des lieux de travail plus sûrs, des opportunités plus équitables, des systèmes de compétences plus solides et des moyens de subsistance plus résilients sont essentiels pour que la transformation agroalimentaire améliore réellement les conditions de vie », a déclaré le **Dr Ousmane Badiane**, Coprésident du Panel Malabo Montpellier et Président exécutif d'AKADEMIYA2063.

« Répondre à des défis interconnectés — notamment les pressions démographiques, le changement climatique, la faiblesse des infrastructures, l'insécurité foncière, l'accès limité au financement et la mise en œuvre fragmentée des politiques — exige une transformation structurelle accélérée et un accent renouvelé sur les compétences et l'entrepreneuriat. C'est essentiel pour permettre aux systèmes agroalimentaires de favoriser un emploi inclusif et une transformation économique plus large. Les données probantes de « Récoltes d'emplois » offrent une approche intégrée pour y parvenir. »

La publication met en avant un programme d'action intégré reliant la croissance de la productivité, le développement des chaînes de valeur, l'industrialisation rurale, la transformation numérique et le développement des compétences.

« Une double approche est nécessaire pour récolter ces emplois : créer indirectement des emplois grâce à un investissement accéléré dans la productivité des systèmes agroalimentaires, et créer directement des emplois par des travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre, construisant des infrastructures rurales productives », a déclaré le **Prof. Joachim von Braun**, Coprésident du Panel Malabo Montpellier au *Center for Development Research (ZEF)*, Université de Bonn.

« L'agenda de Kampala de l'Union africaine appelle à favoriser la croissance des systèmes agroalimentaires, et nous notons dans le rapport que plus de 20 pays africains investissent déjà dans des programmes de travaux publics ruraux, qui ont joué un rôle si important pour l'emploi et la transformation en Chine par le passé, ainsi qu'en Inde », a-t-il ajouté.

Les expériences des pays étudiés montrent comment une action gouvernementale efficace peut créer un environnement plus favorable à l'amélioration des résultats sur le marché du travail, en particulier pour les jeunes et les femmes au sein des systèmes agroalimentaires.

En **Éthiopie**, des initiatives telles que le Programme de croissance agricole (*Agricultural Growth Program – AGP*), le Programme de filet de sécurité productif (*Productive Safety Net Programme – PSNP*) et la Stratégie de création d'opportunités d'emploi rural (*Rural Job Opportunity Creation Strategy – RJOC*) ont renforcé le développement agricole, les compétences, la diversification des moyens de subsistance et la participation au marché du travail. Les pôles de commercialisation agricole ont amélioré l'accès des agriculteurs aux services, à l'agrégation et aux marchés, tandis que la Société de développement des parcs industriels (*Industrial Parks Development Corporation – IPDC*) a attiré environ 740 millions USD d'investissements et créé près de 90 000 emplois en moins d'une décennie, dont un grand nombre pour de jeunes femmes.

Au **Nigéria**, l'amélioration de la planification de l'emploi et de la mise en adéquation des postes a renforcé la coordination du marché du travail, tandis que des universités agricoles spécialisées et le Programme d'alternance pour les étudiants (*Students Industrial Work Experience Scheme – SIWES*) ont doté les jeunes de compétences adaptées aux chaînes de valeur agroalimentaires modernes. Entre 2015 et 2024, la Banque de l'industrie du Nigéria (BOI) a mobilisé plus de 7 milliards USD de capitaux catalytiques, financé plus de 5,4 millions d'entreprises et contribué à la création de plus de 15 millions d'emplois. Grâce à un financement ciblé destiné aux femmes, aux jeunes et aux entreprises rurales, la BOI a favorisé un entrepreneuriat agroalimentaire plus inclusif et renforcé les liens entre les petits exploitants agricoles et les unités de transformation.

Au **Rwanda**, le *Chief Skills Office* et le *Rwanda TVET Board*, l'organisme en charge de l'enseignement et de la formation techniques et professionnelles (EFTP), ont amélioré l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail grâce à la mobilisation des employeurs et à des programmes de compétences axés sur la demande. L'Office pour la Promotion du Développement au Rwanda (*Rwanda Development Board – RDB*) a renforcé l'environnement des affaires, attirant des investissements dans l'agro-industrie, la transformation agroalimentaire, l'horticulture, la filière laitière et la logistique. La transformation rurale a été soutenue par le programme *Girinka* (« une vache

par famille pauvre »), qui a distribué plus de 460 000 vaches au début de 2024, contribuant à porter la production laitière à plus d'un million de tonnes métriques. Le programme a accru la productivité de l'élevage, en augmentant les rendements laitiers journaliers d'environ 50 %. Le Régime national d'assurance agricole (*National Agriculture Insurance Scheme – NAIS*) a enregistré plus de 650 000 agriculteurs et versé près de 3,5 millions USD de subventions pour les protéger contre les chocs climatiques et autres chocs.

L'expansion d'un emploi agroalimentaire inclusif à l'échelle du continent peut être soutenue par des interventions politiques ciblées visant à : placer l'emploi agroalimentaire productif au cœur des stratégies nationales de développement ; doter les jeunes et les femmes des compétences nécessaires pour transformer les systèmes agroalimentaires ; lutter contre l'informalité et renforcer la protection des travailleurs ; mobiliser des financements innovants et des investissements privés ; bâtir des écosystèmes numériques au service de l'emploi rural et de l'innovation agroalimentaire ; investir dans des infrastructures rurales à forte intensité de main-d'œuvre afin de créer des emplois et de renforcer les économies rurales ; et harmoniser les statistiques du marché du travail entre les pays.

Les recommandations du Panel Malabo Montpellier présentées ci-dessous s'appuient sur les expériences des trois pays et sur les facteurs clés de leur réussite.

- ***Mettre l'accent sur la croissance de la productivité agricole, qui constitue le fondement d'une transformation plus large de l'emploi.***
- ***Veiller à ce que le développement des compétences soit axé sur la demande et directement lié aux secteurs porteurs de croissance.***
- ***Renforcer les politiques de l'emploi pour promouvoir le travail décent, la productivité et des marchés du travail inclusifs, et faire progresser les systèmes de sécurité et de santé au travail afin d'améliorer la qualité des emplois.***
- ***Développer et améliorer la qualité des travaux publics et les intégrer à la protection sociale.***
- ***Renforcer les institutions de guichet unique d'appui aux entreprises pour réduire les barrières à la croissance et accroître la création d'emplois formels, ainsi que développer les plateformes numériques d'information sur l'emploi et le marché du travail afin d'améliorer la mise en adéquation des postes avec le marché et l'accès à celui-ci.***
- ***Renforcer la coordination institutionnelle au plus haut niveau afin de favoriser la réalisation d'objectifs d'emploi intégrés.***

Avec la mise en œuvre en cours de la Stratégie et du Plan d'action de [Kampala](#) du PDDAA (2026–2035), les pays africains ont l'opportunité de renforcer les systèmes agroalimentaires en tant que moteurs de meilleurs emplois, de la sécurité alimentaire, de la réduction de la pauvreté, de la résilience climatique, de l'industrialisation et d'une croissance plus inclusive. Cela nécessitera des politiques cohérentes, des institutions compétentes, un investissement soutenu et une mise en œuvre inclusive.

À propos du Panel Malabo Montpellier

Le Panel Malabo Montpellier réunit 13 experts éminents spécialisés en agriculture, en ingénierie, en écologie, en nutrition et en sécurité alimentaire. Son objectif est d'orienter les choix politiques des gouvernements africains afin d'accélérer les progrès vers la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition. Pour ce faire, le Panel identifie les domaines où des progrès et des changements positifs ont été réalisés sur le continent et évalue les expériences singulières des pays les plus performants. Il repère les innovations institutionnelles et politiques, ainsi que les interventions programmatiques, que d'autres pays peuvent reproduire et transposer à plus grande échelle. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web : <https://fr.mamopanel.org/>

Contact pour les médias

Dr Layih Butake

Directrice de la communication et de la sensibilisation, AKADEMIYA2063

Lbutake@akademiya2063.org